



SUD éducation est ce que nous en faisons

Pour une grève intercatégorielle inscrite dans la durée !



Les campagnes actuelles de réforme du lycée, de suppressions de postes d'enseignants, de fermetures de classes, les bouleversements incessants des programmes et des parcours empêchent, malgré leur médiatisation, de bien mesurer ce qui se joue en ce moment même, dans l'oeil du cyclone. La stratégie est claire : frapper en même temps, dans toutes les directions, dans toutes les disciplines, pour interdire toute réflexion d'ensemble, toute mobilisation commune.

Il ne faut pas se laisser prendre dans ces réformes qui en cachent bien d'autres. C'est toute l'Éducation nationale, de la maternelle au doctorat, de l'Atoss au Professeur des Universités qui va se voir d'une façon ou d'une autre affectée par une remise en cause des acquis sociaux et plus largement de l'héritage de plus de 50 ans de luttes. Le gouvernement a décidé d'en solder les bénéfices sur l'autel de la raison économique. L'objectif affiché est de trouver une 'meilleure' rentabilité financière à tous les étages. Il ne s'agit certainement pas de travailler au progrès pédagogique ou à l'amélioration des situations sociales des fonctionnaires. Les dernières mesures annoncées par Darcos révèlent toute l'étendue de l'hypocrisie en ce domaine (primes en CEI et CM2, prime pour 3 heures supplémentaires, prêts à taux 0 pour les mutés, "Pass culture", primes à montants variables pour les MCF/PR, ...).

C'est pourquoi, pour SUD, la mobilisation ne peut être qu'intercatégorielle et large.

La politique du ministre est de diviser pour mieux régner. Il ne faut pas tomber dans ce piège et penser encore que l'on pourra s'en sortir chacun de son côté. C'est un vaste et insidieux

plan de démantèlement des formations qui s'annonce et qui est corrélé par les réformes de la formation professionnelle que le gouvernement veut entièrement confier au privé et en particulier au MEDEF.

Qu'arrivera-t-il lorsque vous ne serez plus "conformes aux logiques de l'employeur" ?

« Passer dans le concours de recrutement de professeurs d'une logique de revalidation du niveau universitaire à une logique de recrutement conforme aux besoins de l'employeur ». Cette phrase est extraite du communiqué de presse du ministère relatif aux réformes des concours (accessible sur le site du ministère) et montre la logique même de ces réformes. Que penser également de cette volonté "d'assouplir les contraintes administratives" ? Il s'agit bien de nouvelles formes d'aliénation qui se généralisent. Aux personnels sont appliquées des pratiques de culpabilisation individuelle qui n'ont d'autres objectifs que de briser leurs revendications en les montant les uns contre les autres. Tout se passe comme si le progrès social était un concept jugé dépassé face à la mondialisation. La multiplication des précaires oeuvre aussi à ce démantèlement, en dehors

de tout référent statutaire, contribue à la déqualification du travail, à l'exploitation sans limite de jeunes pourtant qualifiés.

Cela vaut-il le coût d'économiser

700 millions sur le dos des élèves ?

700 millions est le montant, donné par Darcos, de l'économie réalisée par an par la suppression de 30 000 postes. C'est un peu moins que certains incidents de trading, délits d'initiés, et beaucoup moins que certaines recapitalisations à l'ordre du jour... Prétexter des impératifs budgétaires pour mener en urgence et au pas de charge toutes les réformes de l'éducation ne berne que les naïfs, et s'avère manifestement aujourd'hui un argument dépassé. Il faut stopper cette propagande d'État.

Ne soyons pas dupes !

Un jour ne suffira pas.

Il faut être clair, une mobilisation ponctuelle ne suffira pas. On a déjà connu dans un passé récent ces "temps forts" qui n'ont débouché sur rien. Cette journée de grève du 20 doit être chose qu'une parade à la veille des élections professionnelles. Cette journée du 20 doit être le début d'une plus ample mobilisation du monde de l'éducation.

SUD Éducation appelle à la GREVE le 20 novembre.

SUD appelle aussi à amplifier toutes les mobilisations qui s'opposeront au démantèlement du service public d'éducation.

Jeudi 20 novembre grève unitaire dans l'éducation.

Le SE-UNSA, le SGEN-CFDT, le SNES-FSU, le SNUEP-FSU, SNUipp-FSU, le STEG-UTG et SUD-Education appellent les enseignants de Guyane à faire grève massivement le jeudi 20 novembre pour que cessent les attaques incessantes contre le service public d'éducation et pour demander le respect des engagements pris :

- dans le projet académique 2005/2009 : école de la réussite, de l'égalité, de la qualité, de l'équité..., résorption de la précarité, de la non scolarisation...
- par le recteur dans le cadre de la signature du protocole d'accord sur la revalorisation des salaires des contractuels,
- par le secrétaire d'état à l'outre-mer lors de sa venue en Guyane en juin 2008,
- par le gouvernement pour une politique favorisant la réussite de tous les élèves, l'égalité des chances, la scolarisation des élèves en situation de handicap, le droit à l'éducation pour tous.

Les organisations signataires appellent en outre les enseignants à manifester pour le respect :

- des personnels non titulaires : affectations, salaires, contrats,
- du travail effectué par les enseignants de maternelle, les RASED, les personnels d'orientation et de vie scolaire...
- des partenaires sociaux, des commissions paritaires et des droits syndicaux, au premier rang desquels le droit de grève, par l'abrogation de la loi sur le service minimum d'accueil,
- des spécificités de la Guyane par l'octroi de moyens à la hauteur des défis à relever.

Elles appellent enfin tous les acteurs de l'éducation en Guyane à se joindre à notre mouvement :

- les parents d'élèves en manifestant avec nous leur refus de la politique Sarkozy/Darcos conduisant à la casse du service public d'éducation,
- les maires des communes de Guyane en refusant de mettre en place le service minimum d'accueil dans les écoles, mesure visant limiter de façon inacceptable le droit de grève et dont le financement constitue un véritable détournement de fonds,
- les organisations syndicales des employés municipaux intervenant dans les écoles en engageant leurs adhérents et sympathisants à refuser de participer à l'accueil des élèves le jour de la grève et à manifester avec nous,
- les députées et sénateurs de Guyane à relayer notre refus des restrictions budgétaires concernant l'éducation en votant contre le projet de budget 2009 présenté par le gouvernement.

**Rendez-vous à 8h30 devant l'IUFM
pour un défilé unitaire en direction de la préfecture**